

Les fonctionnaires n'y croient pas

Social. Malgré l'annonce faite par Emmanuel Macron de ne plus fixer comme objectif de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires, ils étaient hier matin dans les rues du Havre.

Emmanuel Macron a eu beau, au cours de sa conférence de presse fleuve du 25 avril, annoncer que la suppression de 120 000 postes dans la fonction publique d'ici à la fin du quinquennat n'était plus un objectif, elles n'ont pas reculé. Dans toute la France, neuf organisations syndicales avaient appelé les fonctionnaires à faire grève et à descendre manifester, hier jeudi 9 mai, contre le projet de loi de réforme de cette même fonction publique en débat à l'Assemblée nationale à partir du 13. Au Havre, bastion de la CGT, l'unité était également de mise

avec la présence dans les rangs de délégations de la CFDT. Cohésion syndicale permettant, grâce à la présence de salariés du privé, de retraités et de plusieurs centaines de dockers, de porter le nombre de manifestants à 1 700 selon la police, « plus de 3 000 » selon les syndicats.

Si dans les rangs certains, notamment des délégués syndicaux, regrettent ne pas voir plus de monde battre le pavé, Sandrine Gérard, secrétaire générale de l'union locale CGT, se veut satisfaite : « C'est conforme à nos projections. La date du 9 mai, lendemain de jour férié, n'était peut-être pas propice à une journée d'action. De plus, c'est toujours plus difficile de mobiliser fortement dans la fonction publique. Il faut bien se mettre en tête que nos administrations multiplient les assignations pour que les agents répondent, y compris un jour de grève, à leur mission première qu'est le service public. Je pense notamment aux Ehpad et aux hôpitaux. » La direction du Groupe hospitalier du Havre annonçait hier après-midi un taux de gréviste de 1,66 %.

Colère douanière

Parmi les administrations représentées hier matin, celle des douanes où l'unité syndicale s'est voulue visible. Particulièrement au moment de marquer le mécontentement des agents accrochant une banderole sur la façade du bureau principal, chaussée du 24e territorial (voir photo). Depuis plusieurs mois, la colère gronde chez les agents. Une angoisse amplifiée par l'approche, de nouveau repoussée, du Brexit (les Britanniques ayant désormais jusqu'au 31 octobre pour trouver un accord). « Ce report soulage probablement l'admini-



Avant de partir manifester, les douaniers ont posé sous les fenêtres du bureau principal



Selon les syndicats, ils étaient plus de 3 000 à battre le pavé du Havre, hier ; 1 700, selon la police (photo : Noémie Perdue/Paris-Normandie).

nistration qui avait fini par admettre qu'elle n'était pas prête, mais certainement pas nos organisations syndicales », engage Christelle Bertin, secrétaire régionale CGT-Douanes. Avant de poursuivre : « Dans cette totale désorganisation, des sommes folles ont déjà été dépensées en déménagements de collègues faute d'avoir anticipé les conséquences du Brexit. C'est autant d'argent dont ont besoin les douanes pour assurer les missions de contrôle. On contrôle de moins en moins les normes, les jouets, les aliments ou encore les animaux vivants. Alors certes, Emmanuel Macron a, peut-être, annoncé qu'il ne fermerait plus d'administrations, mais cela ne changera rien s'il y a toujours de moins en moins de fonctionnaires pour y travailler. » Au Havre, on compte 332 agents, dont 171 affectés au bureau de douane Havre-Port et 33 à la brigade de surveillance extérieure (embarquement et débarquement

de ferries). La majeure partie des syndicats de douaniers du Havre refusent de se satisfaire de l'annonce faite, il y a quelques semaines par le ministère de l'Action et des Comptes publics de l'arrivée de 18 agents sur trois ans. « Même pas suffisant pour combler les départs. » À trois jours de l'ouverture des débats sur la loi de réforme de la fonction publique, les douaniers de l'Hexagone attendent une réouverture des négociations ce vendredi 10 mai, au cours duquel les organisations syndicales doivent être reçues dans les bureaux de leur ministère de tutelle. « Pour plus de moyens, mais aussi une revalorisation salariale. Le point d'indice reste bloqué. Et comme tous les fonctionnaires, on subit la hausse du carburant, de l'électricité... »

CHRISTOPHE FREBON

Parents et professeurs main dans la main

Au milieu du cortège, les fonctionnaires de l'Éducation nationale se sont une nouvelle fois fait entendre.

« Nous étions près de 500, dont certains dispersés », estime Stéphanie Rio (FSU) en fin de manifestation. « L'objectif est le retrait des deux lois, Blanquer et Dussopt », rappelle la syndicaliste. Pourtant, chez les manifestants, c'est avant tout « l'école de la confiance » qui ne passe pas. « Je fais plutôt les grèves uniquement Éducation nationale habituellement, je m'y retrouve davantage. Je trouve que c'est important d'être ici », estime Marie Ferrelloc, enseignante au collège René-Descartes. « Ce qui m'inquiète, c'est la précarité et la réforme de l'école. » Parmi les manifestants, des professeurs des collèges Marcel-Pagnol et Jean-Moulin. L'établissement, déjà mobilisé mardi contre une hausse des violences en son sein, comptait 70 % de grévistes hier parmi le personnel éducatif selon l'administration.

Pour les enseignants, de la maternelle au lycée, les arguments contre la loi restent les mêmes. « Je manifeste pour mes conditions de travail, pour les lycéens et pour la jeune génération qui arrive », déclare un enseignant au lycée. En première ligne, la crainte du rapprochement entre collège et primaire, surtout hors du centre-ville. « J'enseigne dans une école rurale, si c'était le proviseur d'un collège qui devait devenir mon chef... C'est trop loin ! Et surtout : pourquoi ? Quel est l'intérêt pour l'école ? » s'interroge un professeur des écoles de Gaillardbois-Cressenville.

Les parents bons élèves

Toujours présent, un groupe de parents d'élève a également été remarqué, avec sa banderole colorée et une voiture coiffée de ballons et de pancartes. « Si les enfants sont noyés dans un établissement sans être reconnus des directeurs, sans pouvoir discuter avec des enseignants librement, ils vont devenir des mou-



Les parents ont affiché une banderole colorée (photo : Noémie Perdue/Paris-Normandie).

tons », déclare Hélène Dumesnil, mère d'élève de l'école Henri-Wallon, dont la partie élémentaire était complètement fermée.

Rassemblement quotidien

Parents et enseignants prévoient de continuer le mouvement. Dès aujourd'hui, les parents d'élèves mènent de très nombreuses opérations « école morte », suite à un appel national. La semaine prochaine, à partir de

lundi, ces opérations se poursuivront dans certains établissements. Un rassemblement quotidien doit également débuter à 18 h, place de l'Hôtel-de-Ville. « L'éducation concerne tout le monde. Les mouvements du soir permettront de se retrouver tous ensemble et de discuter. Aujourd'hui, les amendements au Sénat empirent la loi, donc on n'a pas fini avec cette histoire », souligne Stéphanie Rio.

LOUISE BOUTARD